

Forte pression sur l'eau

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4303 - Jeudi 19 octobre 2017 - Prix : 10 DA

Abdelwahab Derbal :

«Plusieurs points et vides dans le code électoral sont à revoir»

Accord d'aide et facilités pour réduire la facture des importations Le ministre de l'Industrie rassure les exportateurs de dattes

L'épreuve de réalité

Par Mohamed Habili

Tout ce que le monde compte de séparatistes attendant leur heure a dû suivre avec le plus grand intérêt les proclamations d'indépendance des Kurdes d'Irak et des Catalans et les suites qu'elles ont connues. En Ecosse, par exemple, où cette revendication reste forte bien qu'elle ait été déjà repoussée par une majorité d'électeurs, les indépendantistes catalans, eux plus précisément, n'ont évidemment manqué ni de sympathie ni d'encouragements les engageant à rester fermes sur leur position. En effet, une victoire de séparatistes en Espagne aurait bien auguré de la leur, d'autant plus que pour ce qui les concerne, l'Union européenne ne devrait pas leur compliquer la tâche, comme elle le fait avec les Catalans, en leur faisant savoir par avance qu'elle ne constituerait pas pour eux une patrie de rechange. Les Ecossais ayant voté contre le Brexit ne devraient pas avoir beaucoup de difficultés à se faire admettre dans l'Union s'ils pouvaient organiser un autre référendum d'indépendance et suivre cette fois-ci l'exemple donné aussi bien par les Catalans que par les Kurdes. En Algérie même, où pourtant il n'existe pas, du moins pas encore, de mouvement du même genre et qui soit suffisamment ample pour être pris au sérieux, bien des gros titres de journaux ont salué les victoires du oui au Kurdistan irakien et en Catalogne. Seulement, les séparatistes du monde entier ont dû vite déchanter à voir la tournure des événements en Irak et en Espagne au lendemain des référendums d'indépendance.

Suite en page 3

Ouyahia à l'université du Forum des chefs d'entreprises

«Nous fermerons les frontières à l'import-import»



«Nous sommes politiquement dans le même camp, le camp de l'Algérie», c'est ce qu'a déclaré hier Ahmed Ouyahia, Premier ministre, au parterre des patrons présents à l'ouverture de la 3^e édition de l'université du Forum des chefs d'entreprises (FCE) à la Safex-Alger.

Lire page 2

Sud du pays

Le tourisme d'affaires, un véritable potentiel à développer

Journées maghrébines du théâtre amateur à Koléa (Tipsa)

La Tunisie et le Maroc au rendez-vous

Ouyahia à l'université du Forum des chefs d'entreprises

«Nous fermerons les frontières à l'import-import»

■ «Nous sommes politiquement dans le même camp, le camp de l'Algérie», c'est ce qu'a déclaré hier Ahmed Ouyahia, Premier ministre, au parterre des patrons présents à l'ouverture de la 3^e édition de l'université du Forum des chefs d'entreprises (FCE) à la Safex-Alger.

Par Lynda Naili



PH. E. SORAYE/D. A.

Après une allocution d'ouverture lue pour l'occasion dans laquelle le Premier ministre est longuement revenu sur le développement économique et le rôle «moteur» de l'entreprise pour la mise en marche de ce développement, Ahmed Ouyahia, dans un langage franc et direct qu'on lui connaît, a écouté et répondu aux préoccupations des chefs d'entreprises. Ceci avant d'affirmer que la présence pour la première fois du Premier ministre à ce type d'activité du FCE était une réponse de soutien et confiance des pouvoirs publics à l'égard de l'outil national.

Ainsi, plaidant une fois de plus en faveur du financement non conventionnel, communément appelé «planche à billets», Ouyahia dira qu'il ne s'agit pas d'«un choix» auquel a eu recours le gouvernement, mais il s'agissait d'«éviter un arrêt cardiaque au pays», rappelant à ce sujet les dettes de l'Etat pour le paiement des entreprises ainsi que celui des salaires des fonctionnaires. «Au-delà du débat doctrinal, l'intérêt général a été compris». Poursuivant sur la question, en réponse à la part destinée aux entreprises à travers la masse monétaire dérogée par la planche à billets, il répondra qu'avec l'apurement de la dette publique, le gouvernement alimentera les banques ce qui reviendra dans l'intérêt des opérateurs économiques. Annonçant dans la foulée l'injection de «4 000 milliards DA

dans le budget d'équipement de l'Etat, ce qui équivaudra à 2 000 milliards DA destinés aux financements des chantiers à utilité publique». Et au Premier ministre d'exprimer son espoir de voir les entreprises algériennes prendre à 100% de la commande publique. «C'est avec cette levée de crédit donnée au profit des entreprises à travers un plan de charge financé par le budget public, c'est déjà des moyens qui nous permettront d'espérer une meilleure croissance l'année prochaine», rétorquera le Premier ministre, donnant ainsi «rendez-vous dans les prochains trimestres pour débattre de l'inflation».

Une dizaine de mesures prochainement annoncées pour la relance économique

De plus, outre les réformes annoncées dans le plan d'action du gouvernement adopté récemment par les deux chambres du

Parlement, pour améliorer le climat des affaires dont la modernisation du système financier, Ouyahia annoncera une batterie de mesures économiques organisationnelles prise par le gouvernement pour les prochaines semaines dont celles relatives à la mise en place de mécanismes «de sauvegarde du marché national, et ce afin de réduire le volume des importations et préserver ainsi les réserves de changes mais aussi permettre à la production nationale et à l'entreprise nationale de se réapproprier le marché local». «Il est vital pour nous que nous baissions nos importations pour préserver nos réserves de changes. Il s'agit d'un sujet de bataille des pouvoirs publics pour préserver la Nation. Nous fermerons les frontières à travers les clauses de sauvegarde introduites dans les accords d'association (Union européenne)», dira-t-il à ce propos, soulignant sur cette question que «les partenaires étrangers ne sont pas contre» cette

décision «pour peu que ce soit transitoire», alors que «certains chez nous, le sont». Aussi, appellera-t-il les opérateurs économiques à faire état de l'ensemble de leur capacité de production de produits concernés par cette mesure afin d'éviter tant aux citoyens qu'à l'entreprise de se retrouver otages de cette décision.

Par ailleurs, sollicité pour l'accompagnement des entreprises dans leur développement, Ahmed Ouyahia regrettera que les différents programmes de mises à niveau public ou de coopération internationale (GTZ) mis à la disposition des entreprises n'aient pas l'écho escompté et «n'ont pas fonctionné alors que c'étaient des millions de dinars qui ont été mis à disposition pour la modernisation, la formation...». Invitant ainsi les entreprises dont 99% sont de statut EURL (familiales) «à tirer bénéfice de ces programmes qui sont toujours en vigueur».

UGTA et patronat expriment leur soutien à Bouteflika

L'UNION générale des travailleurs algériens (UGTA) et les organisations patronales publiques et privées ont exprimé, à l'occasion, à travers une motion, leur soutien «indéfectible» au président de la République ainsi qu'au gouvernement, s'engageant ainsi à «fournir les efforts nécessaires pour relever ce défi du développement économique et social et à coordonner leurs actions avec le gouvernement». Aussi, ont-ils réitéré leur «détermination à pérenniser le dialogue et la concertation tripartite que vous n'avez cessé d'encourager». L. N.

«Combien d'entreprises participent à ce trafic en ne facturant pas ?»

La problématique de l'économie informelle et de la lutte contre ce phénomène est située à deux niveaux. Le niveau un dira Ouyahia, «n'est pas une calamité. Nous n'avons de pas de problème avec le jeune qui

vend trois pantalons à la rue Ben M'hidi et auquel nous n'avons pas la capacité de lui donner un emploi». Pour Ahmed Ouyahia la gravité de l'économie informelle réside dans «le trafic en tous genres tel que celui fiscal, douanier...». A ce propos, s'adressant au parterre de chefs d'entreprises présents, il dira «combien d'entreprises participent à ce trafic en ne facturant pas ?». Aussi, appellera-t-il à la mobilisation de tous les opérateurs économiques «en tant que collectivités nationales et pouvoirs publics avec la répression légitime que donne la loi contre le crime de trafic afin d'assécher les sources de vie de l'informel». A défaut, «c'est une bataille que l'Etat risque de suivre pendant des décennies». Ajoutant que pour la réduction de ce phénomène, alimenté fortement par le secteur de l'import/import, l'Etat continuera à mener avec détermination cette bataille en réduisant les importations. Il y va de la préservation des réserves nationales et aussi de donner le marché national aux opérateurs locaux à travers un plan de charge de réalisations. Soulignant encore une fois que «le gros de l'informel se trouve dans le commerce d'importations», «moins il y aura d'import/import et plus nous réduirons le phénomène, en obligeant les détenteurs de ces capitaux à investir, notamment avec l'arrivée de la finance islamique». Concluant à ce sujet que «la lutte contre l'informel est une affaire collective. Payer son impôt est une question civilisationnelle. Exiger la facturation des transactions commerciales aussi. Si tout le monde se mettait à le faire nous irons mieux».

Questionné sur la vision de l'Etat à l'horizon 2050, Ouyahia dira que «très humblement et avec mon chauvinisme pour mon pays, la Chine, sauf cataclysme maîtrisant tous les paramètres de son économie, peut se projeter, l'Algérie ne le peut pas». Et pour cause, avec l'incertitude des recettes hydrocarbures, «à ce stade nous sommes encore très fragiles. Certes, nous avons des visions, mais il nous est très difficile de faire une projection sur 20-25 ans», terminera le Premier ministre.

L. N.

Négociations du plan de règlement du conflit du Sahara occidental

Kohler souligne son optimisme

L'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a exprimé, mercredi, à Aouserd (camps de réfugiés sahraouis) son optimisme quant à l'avenir des négociations du plan de règlement du conflit du Sahara occidental établi par les Nations unies.

«Je suis rassuré quant à l'avenir des négociations du plan de règlement du conflit du

Sahara occidental établi par l'ONU», a déclaré M. Kohler, au cours d'une rencontre avec la wali de Aouserd, Merien Salek Hamada. L'envoyé personnel du SG de l'ONU a dit venir dans la région pour «écouter les deux parties au conflit (Front Polisario/Maroc), constater de visu les conditions dans les camps de réfugiés, et comprendre la question davantage et surtout constituer ma vision personnelle».

«Je suis très ému par l'accueil qui m'a été réservé, cela dénote le respect du peuple sahraoui à mon égard et la confiance qu'il a placée en ma personne et mon travail», a-t-il ajouté, soulignant sa détermination à faire de son mieux à trouver une solution au conflit.

«Je ne suis pas un magicien, mais ma foi a bien grandi aujourd'hui. Les images d'enfants et femmes que j'ai vues dans les camps de réfugiés constituent

pour moi une source de confiance pour aborder la question sahraouie.

Je suis confiant quant à l'avenir de cette génération montante», s'est-il exprimé. Ma tournée dans la région va permettre d'ouvrir de nouvelles perspectives en lien avec la question sahraouie, a ajouté M. Kohler, réitérant l'engagement du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à résoudre le conflit du Sahara occidental. M.

Guterres avait promis en avril dernier de relancer les négociations, à l'arrêt depuis 2012, avec «une nouvelle dynamique».

La tournée de M. Kohler est la première dans la région, depuis sa nomination le 8 septembre par le secrétaire général Antonio Guterres comme son envoyé personnel au Sahara occidental, en remplacement de Christopher Ross.

R. M.

Accord d'aide et facilités pour réduire la facture des importations

Le ministre de l'Industrie rassure les exportateurs de dattes

■ «On vous accordera toutes aide et facilités qui permettront de réduire la facture des importations», a promis le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, qui a présidé, dans une exploitation agricole privée, une rencontre avec des exportateurs de dattes de la wilaya de Biskra qui lui ont exposé leurs préoccupations.

Youcef Yousfi



Par Thininene Khouchi

En effet, répondant aux préoccupations relatives notamment au foncier industriel, le transport et le stockage ainsi que la main-d'œuvre des exportateurs de dattes de la wilaya de Biskra, le ministre de l'Industrie et des Mines, a promis de leur accorder toute aide et facilités qui permettront de réduire la facture des importations. Concernant l'industrie en Algérie, Youcef Yousfi, a affirmé que «l'industrie en Algérie commence à prendre un nouveau départ réel pour satisfaire les besoins du pays préalablement à l'exportation». Dans une

conférence de presse animée en marge de l'inauguration de la cimenterie Cilas, réalisée dans la commune de Djemora dans le cadre d'un partenariat entre le groupe algérien des frères Souakri et le groupe Lafarge sur la base de la règle 51-49, le ministre a indiqué que l'industrie en Algérie deviendra un pôle vital non seulement pour relancer l'économie mais pour engager le développement afin de sortir le pays de sa dépendance à l'égard du pétrole. Il a relevé que l'industrie du ciment sera l'un des plus importants dans cette perspective puisque l'Algérie portera sa production de ciment entre 24 et 25 millions

de tonnes par an permettant au pays de s'auto-suffire et de s'orienter vers l'exportation d'ici à 2018. L'Etat poursuit, a-t-il ajouté, son soutien et encourage l'investissement et a levé toutes les entraves à l'exportation. Le gouvernement, a relevé le ministre, œuvre à élaborer un cahier des charges unifié pour la construction de véhicules qui sera présenté dans les meilleurs délais.

Il a également affirmé que le dossier de l'usine de fertilisants de Tébessa bénéficie de l'intérêt de son département, notant que cette usine portera la production nationale des fertilisants de 1,5 million de tonnes à 10 millions

de tonnes par an pour répondre aux besoins du marché et s'orienter vers l'exportation. Selon le ministre, la prochaine étape représentera «une opportunité pour relever le défi, développer les divers secteurs et surmonter la crise».

La cérémonie d'inauguration de la cimenterie Souakri-Lafarge à Djemora s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt, et un représentant de l'ambassade de Suisse. Réalisée en 21 mois, cette cimenterie qui emploie plus de 600 travailleurs a été conçue pour produire 2,7 millions de tonnes par an de ciment, selon les explications données sur place. T. K.

L'Algérie vit une situation de sécheresse

Forte pression sur l'eau

L'Algérie est classée parmi les plus pauvres en eau avec une disponibilité de l'ordre 11,5 milliards de mètres cubes renouvelables par an, soit une quantité de 292 m³ par personne, alors que la moyenne mondiale est de 6 000 m³ par personne. L'Algérie vit une situation de sécheresse. La faible pluviométrie enregistrée, fait de l'Algérie un pays fortement exposé à la rareté de l'eau. Un déficit qui s'est répercuté directement sur le niveau de remplissage des barrages, des nappes phréatiques et sur la production agricole.

En plus de la faiblesse de la pluviométrie, l'Algérie a vécu durant l'été passé des vagues

consécutives de grande chaleur qui n'ont fait qu'augmenter la consommation d'eau aussi bien par les ménages que par le secteur de l'agriculture.

Invité hier à l'émission «Invité de la rédaction» de la Chaîne III de la Radio algérienne, Brahim Mouhouche, enseignant à l'Ecole supérieure d'agronomie, est revenu sur ce sujet et a exprimé son point de vue sur les pluies qui tardent à tomber alors que la campagne agricole est officiellement lancée. Il considère que «l'Algérie vit une situation de sécheresse», estimant que le facteur naturel fait de l'Algérie un pays fortement exposé à une manque naturelle de l'eau. «La ten-

sion sur l'eau sera toujours présente. C'est la nature. L'Algérie se trouve au cœur de la MENA, la région la plus sèche du monde», argumente-t-il. Il avance comme preuve les études internationales qui classent l'Algérie parmi les plus pauvres en eau avec une disponibilité de l'ordre 11,5 milliards de mètres cubes renouvelables par an. La part en eau de l'Algérien se limite à 3,5 % de la moyenne mondiale, dira l'invité de la rédaction de la Chaîne III.

Pour faire face à cette situation, l'expert en agronomie considère qu'il faut réfléchir à des solutions à moyen et long terme». Mais, pour le moment, il conseille d'éviter absolument le

gaspillage de cette ressource vitale. Brahim Mouhouche recommande également l'utilisation de techniques qui permettent de produire plus avec peu d'eau, en recourant notamment aux systèmes d'irrigation économes d'eau, connus de tous les spécialistes, comme par exemple le goutte-à-goutte, qui permet d'économiser jusqu'à 70% d'eau. L'invité de la rédaction de la Chaîne III, évoquera aussi le recyclage de l'eau qu'il qualifie de fondamental, puisque, explique-t-il, l'Algérie rejette annuellement un peu plus d'un milliard de mètres cubes d'eaux usées. Si nous arrivons à utiliser seulement 60% de ces

LA QUESTION DU JOUR

L'épreuve de réalité

Suite de la page une

Autant ces référendums avaient donné lieu à une écrasante majorité de oui, comblant les attentes des séparatistes, autant les jours d'après ont révélé leur faiblesse politique insigne. Non seulement les pouvoirs centraux ne se sont pas laissés impressionner par des scores frisant l'unanimité, ce qui du moins n'a pas été le cas en Ecosse, mais ils ont été prompts à reprendre les choses en mains, au nom de l'ordre constitutionnel. C'est ainsi que l'armée irakienne n'a rencontré aucune résistance de la part des peshmergas, ce qui d'ailleurs était prévisible, quand elle s'est répandue dans Kirkouk et autour de ses champs pétroliers. Et Madrid n'a demandé qu'une seule chose aux séparatistes catalans : qu'ils disent de façon à ne laisser aucun doute si oui ou non ils ont proclamé l'indépendance, de lever l'ambiguïté de leur déclaration post-référendum. Dans le cas du oui, ils perdraient jusqu'à l'autonomie, eux qui ne voulaient rien moins que l'indépendance. Comme nulle clarification n'est venue des séparatistes, Madrid a préféré plutôt que d'attendre en pure perte de mettre aux arrêts deux de leurs têtes d'affiche pour cause de sédition, histoire à la fois de s'accorder un délai supplémentaire d'observation et de montrer qu'il ne plaisante pas, qu'il pourrait exprimer son autorité de façon plus claire encore. Même son de cloche du côté de Bagdad, pour qui le référendum appartient désormais au passé. Jusqu'à ces derniers développements, l'éclatement de l'Irak et de l'Espagne à plus ou moins brève échéance était une possibilité qu'on ne pouvait pas exclure. Il a fallu que cette perspective connaisse un début de réalisation pour qu'elle apparaisse bien plus compliquée qu'il n'y paraissait. Les deux séparatismes sont en tout cas sortis de l'épreuve plus faibles qu'ils n'y étaient entrés.

M. H.

quantités, on pourrait augmenter de 150 000 à 200 000 hectares les surfaces irriguées, expliquera l'enseignant à l'Ecole supérieure d'agronomie. Pour l'invité de la rédaction, le dessalement d'eau de mer demeure la seule issue. Citant les grands efforts d'investissements consentis par l'Etat pour la construction de barrages et de retenues collinaires, Brahim Mouhouche estime, toutefois, que «le dessalement est la solution la plus plausible pour régler ce problème de manque d'eau». «C'est notre route de secours», fera-t-il remarquer.

Louiza Ait Ramdane

Abdelwahab Derbal :

«Plusieurs points et vides dans le code électoral sont à revoir»

■ Derbal a précisé que «l'actuel code électoral comprend des ambiguïtés et nombre de points imprécis», mettant l'accent sur l'impératif d'apporter des précisions pour «éviter toute interprétation mauvaise du texte de loi, contrairement à ce qui est stipulé dans les articles de loi».

Par Hocine Y.

Le président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Abdelwahab Derbal, a mis l'accent, mardi à El Bayadh, sur l'impératif de revoir «plusieurs points et vides existant dans le code électoral». Intervenant lors d'une conférence de presse animée dans le cadre de sa visite d'inspection aux différentes coordinations de l'instance à travers le territoire national, M.



Phs/D. R.

Derbal a précisé que «l'actuel code électoral comprend des ambiguïtés et nombre de points imprécis», mettant l'accent sur l'impératif d'apporter des précisions à ces points pour éviter toute interprétation mauvaise du texte de loi contrairement à ce qui est stipulé dans les articles de loi. «Ces vides sont le résultat de l'accumulation de

précédents inconvenients», a-t-il dit, soulignant que l'instance œuvre à améliorer le cadre général de l'acte électoral pour parvenir au but tracé qui est de «garantir plus de transparence dans les élections». «L'action de l'instance n'est nullement contre l'administration, ni les partis politiques, ni les médias, mais c'est une action participative

avec l'ensemble des acteurs et ce, en faisant primer l'intérêt suprême du pays sur tout autre considération», a soutenu M. Derbal. Le président de la HIISE a mis en avant que «le fait de garder une certaine impartialité mènera le pays à des élections sereines». D'autre part, M. Derbal a mis l'accent sur l'importance de coordonner entre

la HIISE et l'université en ce qui concerne la préparation des recherches et des études scientifiques ainsi que l'organisation de journées d'études sur les différents thèmes relatifs à l'acte électoral, estimant que ceci «apportera un plus pour le développement de l'action de l'Instance».

H. Y./APS

Pour commercialiser son gaz

Sonatrach en quête de joint-ventures, selon son P-dg

Sonatrach cherche à mettre en place des joint-ventures avec des compagnies de commercialisation dans le but de vendre son gaz, dans le cadre d'une nouvelle stratégie d'exportation, a indiqué, mardi à Londres, le P-dg de la compagnie, M. Ould Kaddour. Dans

son intervention à la conférence «Oil and Money», M. Ould Kaddour a indiqué que les nouveaux accords avec les entreprises «ne seront pas indexés sur les prix du pétrole et ne porteront pas sur le long terme». «Nous essayons de trouver de nouvelles voies pour exporter

notre gaz et nous cherchons à avoir des joint-ventures en prenant des risques ensemble», a-t-il dit. M. Ould Kaddour a estimé que «les contrats à long terme et l'indexation sur le pétrole ne sont plus de mise». «L'équation offre-demande est une opération risquée, et nous sommes à la

recherche d'une nouvelle stratégie pour faire face à cela», a-t-il précisé. A l'avenir, a-t-il dit, «les traders feront partie de la demande, ce qui veut dire que nous avons besoin de trouver de nouvelles voies pour faire des affaires». M. Ould Kaddour a souligné que Sonatrach a déjà

commencé à réfléchir aux moyens de renégocier ses contrats à long terme avec les clients européens, car la majorité des ces contrats expirent d'ici l'an 2021. Le P-dg de Sonatrach a, par ailleurs, exprimé la volonté de l'Algérie de préserver le secteur gazier en dépit du fait que la production est en déclin et d'une consommation nationale avec un taux de croissance annuelle de 6%. «Ceci, a-t-il dit, nécessite une nouvelle législation pour faire revenir les investisseurs en Algérie dans la production en amont et de développer les vastes ressources du pays en gaz de schiste». Il a ajouté que la Sonatrach a commencé la production dans deux champs gaziers en 2017, qui produisent plus de 20 millions de mètres cubes, indiquant que deux autres devraient entrer en production en 2018.

Mahi Y.

Slim K.

La secrétaire générale du ministère italien des Affaires étrangères :

L'Algérie est un «partenaire stratégique» pour l'Italie

L'Algérie est un «partenaire stratégique» pour l'Italie, notamment en ce qui concerne la stabilité dans le bassin méditerranéen, a affirmé, hier à Alger, la secrétaire générale du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M^{me} Elisabetta Belloni. Dans une déclaration à la presse à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères,

Noureddine Ayadi, M^{me} Belloni a indiqué que «cette rencontre a été une occasion pour souligner que l'Algérie est un partenaire stratégique pour l'Italie», indiquant que les deux pays «partagent beaucoup de similarités et un intérêt commun, notamment en ce qui concerne la stabilité dans le bassin méditerranéen». «Dans un monde global et sans frontières, l'Algérie et l'Italie sont appelées à renforcer leur colla-

boration et leur coopération et surtout développer les intérêts communs qu'ils partagent», a-t-elle relevé. M^{me} Belloni effectue une visite de travail de trois jours en Algérie, dans le cadre des consultations politiques régulières entre les ministères algérien et italien des Affaires étrangères. Ces consultations politiques constituent, notamment, une occasion pour les deux parties de passer en revue les

échances bilatérales dont celle relative à la préparation de la 4^e réunion de haut niveau, prévue à Alger au cours du premier semestre de l'année 2018. Elles doivent également permettre aux deux parties de faire le point sur la coopération dans les différents secteurs et de procéder à un échange de vue sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Vaccination contre la grippe à Béjaïa

Près de 20 000 doses pour les personnes vulnérables

La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière a débuté dimanche dernier dans la wilaya de Béjaïa, comme d'ailleurs dans les autres wilayas du pays. Le vaccin antigrippal a été dispatché à tous les établissements hospitaliers, notamment les Etablissements de santé de proximité (EPSP) de la wilaya, selon le D^r Hamici, directeur de la santé (DSP) de la wilaya de Béjaïa, qui a indiqué que la wilaya a bénéficié de 1 989 doses mais un autre arrivage est possible si cette quantité s'avère insuffisante. Le vaccin est

désormais disponible et la campagne a débuté. C'est le cas des sept EPSP rattachés à la daïra de Tichy qui ont bénéficié de 2 600 doses et vacciné plus de 800 personnes. Aucune pression n'a été signalée. La vaccination est préconisée pour les personnes vulnérables exposées aux complications de la grippe saisonnière, dont les personnes âgées de 65 ans et plus, les malades chroniques souffrant de maladies cardio-vasculaires, de maladies respiratoires aiguës, hypertension, diabète, d'obésité ou d'insuffisance rénale ainsi

que pour les femmes enceintes. «Les patients de la wilaya de Béjaïa continuent de converger vers les différentes polycliniques et les Etablissements publics de santé de proximité (EPSP) de la wilaya de Béjaïa», a-t-on appris hier. Au niveau des unités de soins et des différentes officines pharmaceutiques, le produit est disponible. Les patients qui nécessitent ce vaccin s'approvisionnent normalement. Le ministère de la Santé avait annoncé récemment l'importation par l'Institut Pasteur de 2,5 millions de doses du vaccin

antigrippal, avec la possibilité d'introduire des doses supplémentaires en cas de besoin. Les catégories les plus exposées au virus ont bénéficié de près de 1,3 million de doses durant l'année 2016/2017. Il faut noter que la grippe est une infection respiratoire aiguë due au virus influenza. Souvent considérée comme bénigne, son évolution peut être compliquée en raison d'une virulence particulière du virus ou à cause de la fragilité des personnes affectées.

Hocine Cherfa

Sud du pays

Le tourisme d'affaires, un véritable potentiel à développer

■ Le tourisme d'affaires constitue un véritable potentiel pour insuffler une nouvelle dynamique socio-économique dans la wilaya de Ouargla, estiment les responsables locaux du secteur du tourisme et de l'artisanat.

Par Salem K.

Ciblant une clientèle particulière, dont les investisseurs (nationaux et étrangers) ainsi que les différentes compagnies opérant dans les champs pétroliers de la région, le tourisme d'affaires peut jouer un rôle pivot en matière de création de richesses et d'emplois dans la wilaya de Ouargla qui occupe une place stratégique dans la vie économique du pays, a-t-on souligné. Le tourisme d'affaires est considéré également comme un facteur déterminant non seulement pour garantir une marge de développement considérable, mais aussi pour mettre en valeur les particularités naturelles, patrimoniales et culturelles que recèle cette wilaya du sud-est du pays, ajoute-t-on.

De nombreux projets pour augmenter la capacité d'hébergement

Outre sa position géographique importante, la wilaya compte de nombreux projets touristiques susceptibles d'augmenter l'offre d'hébergement, de booster le tourisme d'affaires et de congrès à grande échelle, tout en assurant de bonnes prestations et des services haut de gamme, indique le directeur du secteur, Abdallah Belaid.



P.N.D.R.

Pas moins de 17 structures (hôtels, villages et complexes touristiques), d'une capacité d'hébergement estimée à plus de 2 230 lits, sont en cours de construction à travers le territoire de la wilaya de Ouargla qui englobe un parc hôtelier totalisant 1 775 lits répartis sur 29 structures implantées dans les trois grandes agglomérations urbaines de Ouargla, Touggourt et Hassi-Messaoud, a-t-il précisé. Devant générer, une fois opérationnelles, environ 3 000

emplois directs et indirects, ces structures, dont les chantiers sont à différents taux d'avancement, font partie d'une quarantaine d'investissements privés avalisés par le secteur du tourisme et de l'artisanat au titre de la concession foncière, a-t-il ajouté. Parmi ces projets en cours de construction, figurent deux hôtels de haut standing implantés à Hassi Messaoud, quatre autres à Ouargla et un village touristique à Nezla (wilaya déléguée de Touggourt), dont les

chantiers enregistrent un avancement notable. La ville de Ouargla englobe actuellement le plus grand nombre d'hôtels (22 hôtels), soit plus de 75% de la capacité hôtelière de la wilaya, suivie de Touggourt (4 hôtels), selon les données de la DTA. En revanche, le pôle économique de Hassi-Messaoud, le plus grand champ pétrolier du pays, ne compte que trois hôtels d'une capacité globale de 213 lits, en plus de quelques établissements d'hébergement et de restaura-

tion de type Catering, non classés comme structures d'hébergement touristique, ajoute-t-on.

La formation dans les métiers de l'hôtellerie, une nécessité

Concernant l'accessibilité, la wilaya de Ouargla, qui connaît une dynamique industrielle et commerciale, dispose d'un réseau routier composé essentiellement d'axes d'importance régionale et nationale, d'une ligne ferroviaire reliant Touggourt à Biskra, en plus de trois infrastructures aéroportuaires classées, à savoir les aéroports Krim-Belkacem (Hassi-Messaoud), Ain El-Beida (Ouargla) et Sidi-Mahdi (Touggourt). Dans le but de répondre aux besoins du marché de l'emploi en main-d'œuvre qualifiée, le directeur local du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, Ali Haouassi, a fait savoir que la formation dans les métiers de l'hôtellerie est considérée aujourd'hui comme une nécessité «*majeure et cruciale*» pour les jeunes de la wilaya. Pour cela, le secteur s'emploie à encourager les jeunes à aller vers la formation dans ce domaine, par l'apprentissage en particulier, en tant que mode de formation moins coûteux et adapté aux exigences des employeurs, a-t-il conclu.

S. K./APS

AIE

Les marchés du gaz sont bien approvisionnés, mais les risques persistent

Lactuellement bien approvisionnés, mais leur transformation vers des marchés plus globalisés interdépendants crée de nouveaux défis de sécurité, a indiqué la dernière évaluation de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publiée hier. L'AIE avait annoncé l'année passée, dans son premier rapport sur la sûreté du gaz, que dans les cinq prochaines

années, le commerce mondial du gaz connaîtra des changements importants. Analysant les récents problèmes d'équilibrage du marché gaz et des risques associés aux évolutions politiques liées à la sécurité de l'approvisionnement à l'hiver 2016 et 2017, le nouveau rapport indique que même dans le contexte actuel de bas prix, les fournisseurs sont toujours exposés à des événements à faible

probabilité mais à fort impact qui pourraient avoir des conséquences potentiellement graves pour l'approvisionnement mondial en gaz. Le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol, a expliqué, dans ce contexte, que la sécurité des approvisionnements en gaz naturel ne peut pas être tenue pour acquise même avec le contexte actuel de prix bas et le marché surabondant. Pour lui, la sécurité

énergétique reste posée en tenant compte des vagues de froid dans le sud de l'Europe, des ouragans dans le Golfe du Mexique et des tensions diplomatiques entre les pays du Golfe. Globalement, le rapport montre une amélioration continue de la disponibilité de l'offre et de la flexibilité contractuelle, qui devrait croître dans un proche avenir, parallèlement à la diversification des acteurs du

marché, soulignant que la flexibilité des contrats de GNL apparaît comme un facteur déterminant de la résilience du système gazier mondial. L'analyse des nouveaux contrats signés démontre clairement, selon le document de l'AIE, que les structures contractuelles deviennent moins rigides comme en témoigne, a-t-il expliqué, la part croissante des contrats de destination flexibles ainsi que la diminution de la durée moyenne des contrats. Concernant la flexibilité contractuelle, l'AIE prévoit, au cours des cinq prochaines années, une diminution des contrats d'exportation existants à mesure que ceux-ci expirent et soient remplacés par des contrats plus flexibles relevant que le développement des exportations américaines apparaît comme une source majeure de flexibilité contractuelle supplémentaire. Dans cette optique, les acteurs du portefeuille mondial des contrats joueraient un rôle croissant et offrirait une flexibilité supplémentaire par rapport à leurs positions de vente actuellement ouvertes, a-t-on ajouté.

R. E.

S. K.

Bruxelles

Tusk propose 13 sommets pour relancer l'UE post-Brexit en deux ans

Le président de l'Union européenne, Donald Tusk, a proposé mardi un ambitieux programme de 13 sommets en deux ans pour relancer l'Union européenne après le Brexit. Donald Tusk a rendu public ce calendrier quelques semaines après des appels à une refondation profonde de l'UE, émanant notamment du président français Emmanuel Macron et du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Ce programme débiterait par le sommet de jeudi-vendredi à Bruxelles et comprendrait les sommets réguliers déjà prévus jusqu'à juin 2019 ainsi que les rencontres informelles sur des thèmes particuliers. Il inclut également un sommet européen extraordinaire en Roumanie quelques

semaines après le départ effectif de la Grande-Bretagne prévu en mars 2019, ainsi qu'un sommet centré sur la sécurité à Vienne l'année prochaine. «*Je suis très satisfait de voir votre volonté d'accélérer votre travail et passer outre le sentiment d'impuissance*», a écrit M. Tusk dans une lettre d'invitation aux dirigeants européens avant la rencontre de jeudi-vendredi «*Sur la base de mes consultations, il est clair qu'il y a aussi une volonté de revigorer et d'enrichir notre travail, y compris avec de nouvelles idées*». Selon lui, les discussions pourraient avoir lieu à 28 en incluant le Royaume-Uni ou à 27, «*en fonction du sujet*» abordé. M. Tusk entend également faire évoluer la méthode de travail en remplaçant l'ap-

proche traditionnelle de recherche du consensus par celle de discussions affinant clairement les désaccords. «*Je voudrais proposer une méthode qui se concentre sur la recherche de solutions aux réels problèmes*», a-t-il ajouté. La nouvelle méthode «*rapportera nos différences, décrivant précisément sur quoi porte le conflit pour nous permettre de tenir des discussions politiques sérieuses*», a dit M. Tusk. Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent se réunir à 28 à partir de jeudi pour parler du Brexit, de l'avenir de l'Union européenne ainsi que d'autres sujets dont l'économie numérique, entre autres, de la taxation des géants d'Internet.

Collectivités/ réseaux/ raccordement

Constantine/Daïra d'Ibn Ziad

■ La nécessité d'accélérer

le raccordement des localités enclavées de la daïra d'Ibn Ziad (wilaya de Constantine) aux réseaux de l'eau, du gaz, de l'électricité et de l'assainissement pour améliorer le cadre de vie des populations de cette région rurale, a été soulignée, mardi, par les autorités locales.

Par Hocine H.

Au cours d'une visite de travail dans les communes de Messaoud Boudjeriou et Ibn Ziad, le wali, Abdessamie Saidoune qui a inspecté plusieurs projets relevant des secteurs de l'Habitat, de l'Energie, des Travaux publics, de l'Education nationale, de la Culture et des équipements publics, a insisté sur l'importance de conjuguer les efforts pour répondre aux besoins exprimés par la population, notamment en matière de raccordement aux différents réseaux.

Le chef de l'exécutif local a procédé, au cours de cette visite, au raccordement de 44 foyers ruraux de la cité Boulezkaz dans la commune de Boudjeriou aux réseaux du gaz naturel et de l'alimentation en eau potable (AEP).

Sur ce site, le même responsable a donné des instructions pour l'inscription de deux nouvelles opérations portant sur le raccordement de ce lotissement au réseau d'électricité et l'aménagement urbain pour permettre, a-t-il indiqué, le désenclavement des habitants et l'amélioration de leurs conditions de vie. Au lycée Rabah Bitat où il a inspecté les travaux de réalisation d'une demi-pension, M. Saidoune a exprimé sa satisfaction quant à l'avancement des travaux d'une salle de sports et donné des instructions pour achever le chantier de construction d'une cantine avant la fin des vacances scolaires d'hiver. Sur



PH. Z. D. R.

le chantier de la réalisation de cinquante (50) logements de type public locatif (LPL) dans cette même commune, le même responsable qui a assisté à un exposé détaillé sur le projet a insisté sur l'importance d'achever les travaux pour permettre la réception de ces logements avant la fin de l'année en cours (2017).

Dans la commune d'Ibn Ziad, sur le chantier d'alimentation en eau potable de la cité Rebai Aïssa de la localité de Farallah, le même responsable a lancé à l'entreprise réalisatrice un ultimatum jusqu'à la fin du mois de novembre pour achever les travaux et épargner aux popula-

tions concernées le déplacement sur de longues distances pour ramener de l'eau.

Sur le chantier de la mise à niveau de la route de wilaya (CW) 134 sur une longueur de 15,7km, entre Ibn Ziad à Ain Trab, en passant par la localité d'El Annab, et dont le taux d'avancement des travaux a atteint les 30%, le wali, a donné des instructions à l'effet de coordonner les efforts pour venir à bout des contraintes soulevées en matière de glissement de terrain pour permettre la réception du projet dans les délais impartis. S'agissant du chantier de réalisation de 400 logements publics locatifs (LPL) dans la

commune d'Ibn Ziad le wali a appelé à la mise en place d'un plan d'action pour l'achèvement des travaux et la désignation des entreprises chargées de la réalisation des réseaux d'AEP, d'électricité et de gaz pour être à la hauteur des attentes des futurs résidents de ces logements, devant être réceptionnés avant juillet 2018. Le wali a également inspecté le projet de l'extension du siège de l'assemblée populaire communale (APC) d'Ibn Ziad, celui d'une annexe de la maison de jeunes et d'une salle de soin, entre autres.

Dans le cadre des festivités de la célébration du 56ème anniversaire de la journée de l'émigration, les autorités civiles et militaires se sont dirigées vers la commune d'Ibn Ziad où elles se sont recueillies à la mémoire des chouhada de la guerre de libération nationale. Les autorités ont, en outre, procédé à la baptisation d'une des cités de cette commune du nom du moudjahid décédé Achour Gherbi, puis ont rendu visite au moudjahid, actuellement souffrant, Hacène Boutamina, coordinateur local de l'Organisation nationale des moudjahidine.

H. H./APS

Mostaganem Un incendie ravage 6 ha à la forêt Chakka d'Ain Nouissy

UN INCENDIE, qui s'est déclaré lundi à la forêt «Chakka» dans la commune d'Ain Nouissy à l'ouest de la wilaya de Mostaganem, a détruit 6 hectares d'espaces boisés, a-t-on appris mardi de la protection civile.

L'incendie a ravagé 6 has de maquis et de broussailles, a-t-on indiqué soulignant que l'intervention de l'unité de Hassi Mameche et de l'unité principale de la Protection civile et des éléments de la conservation des forêts et de la commune d'Ain Nouissy a permis de circonscire les flammes empêchant leur propagation.

Les agents de la protection civile dans la wilaya de Mostaganem ont effectué, le week end dernier, plus de 25 interventions dans des incendies causés par une hausse de la température. Fort heureusement, ces feux n'ont pas causé de grands dégâts, à l'exception du feu déclaré à la forêt de Bourahma à Sidi Lakhdar (60 km à l'est de la wilaya) qui a ravagé un hectare.

R. R.

Rencontre

Table ronde à Oran sur «la qualité à l'école en Algérie»

Le thème : «La qualité à l'école en Algérie : indices et perspectives» a été au centre de débat lors d'une table ronde, tenue mardi soir au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) d'Oran.

Le directeur de l'Observatoire national d'éducation et de formation, Mustapha Medjahdi, a indiqué, dans son intervention, que la question de la qualité est abordée dans la stratégie nationale d'éducation 2016-2030, signalant la parution dernièrement d'un ouvrage sur «l'école algérienne et les défis de la qualité».

L'intervenant a affirmé, parlant de professionnalisme, que l'Algérie a beaucoup investi dans la formation des enseignants et tous les corps administratifs liés au secteur de l'éducation.

Il a rappelé que l'éducation et l'enseignement sont une activité pédagogique didactique et que la qualité est tributaire de mutations rapides dans la société et des nouvelles exigences, tout en s'interrogeant sur le pouvoir de s'adapter à ces mutations qui nécessite plus de compétences.

Pour sa part, l'universitaire Mohamed

Meliani d'Oran 2 a abordé le processus de confection du manuel scolaire et de celui du parascolaire, appelant à la coopération entre les secteurs de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour réaliser un travail de qualité.

Cette table ronde, à laquelle ont assisté des universitaires et des chercheurs en éducation, enseignement et formation et des inspecteurs d'éducation d'Oran, s'inscrit dans le cadre du programme annuel du Crasc d'Oran.

May T.

Commerce/contrôle dans 6 wilayas de l'ouest du pays au 3^e trimestre

Fermeture de 380 locaux commerciaux

Les interventions des agents de contrôle relevant des services du commerce se sont soldées, durant le 3^e trimestre 2017, par la fermeture de 280 locaux commerciaux à travers six wilayas de l'ouest du pays pour différentes infractions, a-t-on appris mardi de la direction régionale du commerce de Saïda.

Les locaux faisant l'objet de fermeture se situent dans les wilayas de Saïda, Mascara, Tissemsilt, Chlef, Relizane et Tiaret couvertes par la direction précitée, a indiqué le chargé d'information, Okacha Boughnina.

Il a cité la fermeture de 311 locaux pour

infractions portant sur des pratiques commerciales et 69 autres dans le cadre du contrôle de la qualité et de la répression de la fraude.

Les agents de contrôle ont effectué, durant cette période à travers les six wilayas, 44.595 interventions de contrôle des pratiques commerciales où 3 514 infractions ont été relevées et 3 371 procès-verbaux établis.

Les 2 468 infractions de pratiques commerciales concernent notamment le non affichage des prix, l'exercice sans registre de commerce, défaut de facturation et opposition au contrôle.

Les 1 046 infractions enregistrées pour ce qui est de la répression de la fraude ont trait au non-respect des conditions d'hygiène et de la date de péremption des produits notamment.

La valeur de non facturation est estimée, pour les six wilayas sous la coupe de la direction régionale de Saïda, à plus de 1,864 milliard DA, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, 158 sur 484 échantillons prélevés pour des analyses microbiologiques et physico-chimiques se sont avérés non conformes, a-t-on ajouté.

Saoud F.

Sahara occidental

Kohler entame une visite dans les camps de réfugiés sahraouis

■ L'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a entamé hier une visite de deux jours aux camps de réfugiés sahraouis dans le cadre de sa première visite dans la région en vue de relancer les négociations entre le Front Polisario et le Maroc pour le règlement du conflit qui dure depuis plus de 40 ans.

Par Amine G.

A son arrivée vers 10 h, l'envoyé personnel du SG de l'ONU devait faire une première halte à Aousserd, pour visiter les camps de réfugiés sahraouis, où il va bénéficier d'un accueil populaire, a appris l'APS auprès des responsables sahraouis.

L'après-midi était réservée à des rencontres officielles à Chahid El-Hafedh. L'émissaire onusien va aborder avec les dirigeants sahraouis notamment les derniers développements diplomatiques de la question sahraouie au niveau africain, a-t-on ajouté de même source.

La tournée de M. Kohler, qui le conduira également en Algérie et la Mauritanie, est la première dans la région, depuis sa nomination le 8 septembre par le secrétaire général Antonio Guterres comme son envoyé personnel au Sahara occidental, en remplacement de Christopher Ross.

L'objectif de la mission de M. Kohler et de relancer les négociations entre le Front Polisario et le Maroc afin de régler le conflit qui dure depuis plus de 40 ans. Ensuite un compte-rendu sera présenté, les prochains jours, probablement le 24 du mois courant, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Selon le représentant du Front Polisario auprès de



l'ONU, Ahemd Boukhari, un rapport plus détaillé sera soumis aux 15 membres permanents de l'instance onusienne d'ici le mois de février prochain. Aussitôt les fonctions prises au mois de sep-

tembre dernier, Kohler avait pris contact avec les parties au conflit du Sahara occidental. Il avait également fait part de son «impatience» de se rendre dans la région et de s'engager avec les

parties dans un esprit de confiance afin de relancer le processus de paix, après cinq années de gel, dû aux blocages marocains.

Le chef de l'ONU a promis en avril dernier de relancer les négociations, à l'arrêt depuis 2012, avec «une nouvelle dynamique». M. Kohler, ancien président allemand, a tenu plusieurs réunions et consultations dans l'objectif de relancer les négociations entre le Front Polisario et le Maroc. Il s'était notamment entretenu avec une délégation du Front Polisario, conduite par le coordinateur sahraoui avec la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), Mhamed Khedad, des perspectives du processus onusien au Sahara occidental. Le Front Polisario avait d'ores et déjà exprimé, lors de la prise de fonction du nouvel émissaire onusien le mois précédent à New York, sa volonté de coopérer avec M. Kohler pour le succès de sa mission, appelant les Nations unies à accélérer la solution juste et définitive de la question du Sahara occidental à travers le respect du droit inaliénable des Sahraouis à l'autodétermination et à l'indépendance et la mise en œuvre de la dernière résolution (2351) du Conseil de sécurité de l'ONU. C'était le 15 août que la nomination de l'ancien président

allemand au poste d'envoyé personnel a été confirmée par l'ONU, marquant la fin du mandat de Christopher Ross. Pendant les dernières années, l'américain Ross n'était pas parvenu à réunir les parties au conflit. Il y a cinq mois, le prédécesseur de Kohler, Christopher Ross avait démissionné.

Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur octroi de l'indépendance aux pays et peuple coloniaux, le Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, est occupé par le Maroc depuis 1975, soutenu par la France.

A. G.

Libye L'aéroport international de Tripoli fermé suite à de nouveaux affrontements

DE NOUVEAUX affrontements ont éclaté mardi dans le centre de Tripoli, capitale libyenne, entraînant la fermeture de l'aéroport international de Tripoli pour la troisième fois en moins de deux jours.

«Des affrontements ont éclaté à nouveau dans les quartiers résidentiels de la région de Ghararat, quelques heures après la prise de contrôle (de la zone) par les forces de sécurité. Des patrouilles de la force de dissuasion spéciale ont essuyé des tirs nourris», ont appris les médias de source sécuritaire.

La force de dissuasion spéciale du ministère de l'Intérieur avait déclaré précédemment avoir pris le contrôle de la région qu'elle considère comme une «région militaire».

«Les affrontements se poursuivent encore. Les vols ont été suspendus à l'aéroport international de Tripoli car les affrontements sont trop proches de l'aéroport et les tirs pourraient toucher des avions volant au-dessus de la zone», a ajouté la même source.

La force de dissuasion spéciale a mis en garde les habitants, leur conseillant d'éviter «les déplacements vers des zones d'affrontements pour leur sécurité».

La Libye connaît un vide sécuritaire et est plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

R. M.

Yanis C.

Sahara occidental/Maroc

Boukhari réaffirme la participation de la RASD au prochain sommet UA-UE

Le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies, Ahmed Boukhari, a réaffirmé, mardi, à Boudjedour (camps de réfugiés sahraouis), la participation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) au 5^e Sommet Union africaine-Union européenne (UA-UE) prévu les 29 et 30 novembre prochain à Abidjan (Côte d'Ivoire), au même titre que tous les Etats membres de l'UA.

«La participation de la RASD à la réunion de partenariat entre l'UA et l'UE prévue prochainement dans la capitale ivoirienne y va de la crédibilité de l'Union européenne», a déclaré M. Boukhari lors d'une conférence de presse tenue à la veille de la première visite de l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, dans les camps de réfugiés sahraouis.

Le diplomate sahraoui a fait part «du mécontentement des instances de l'UA à l'égard de la RASD» à ce sujet, indiquant que celles-ci, ont envoyé «un avertissement clair» aux autorités ivoiriennes suite à leur décision de ne pas envoyer une invitation à la RASD en tant qu'Etat membre de l'UA pour prendre

part à la réunion de partenariat entre Africains et Européens. «Soit donc, Abidjan envoie une invitation à l'ensemble des Etats membres de l'UA, la RASD comprise, soit l'événement se tiendra dans la capitale éthiopienne», a-t-il averti.

Le Conseil exécutif de l'UA, réuni lundi en session extraordinaire, a réaffirmé le droit de tous les Etats membres de l'UA à prendre part au 5^e Sommet UA-UE union européenne, prévu à Abidjan les 29 et 30 novembre. Cela a été rendu possible à travers l'adoption d'une décision qui réaffirme la nécessité du respect scrupuleux des décisions de l'Union africaine, en particulier la décision 942 de la 31^e session ordinaire du Conseil exécutif de juillet 2017, qui en plus de la réaffirmation du droit de tous les Etats membres à participer aux réunions où l'Union africaine est partie prenante, prévoit la sanction de priver les Etats membres qui ne s'y conforment pas, du droit d'abriter des réunions de l'Union. «Le Maroc, soutenu par la France, est en train de tout faire pour bloquer la participation de la RASD à la réunion de partenariat entre l'UA et l'UE prévue prochainement dans la capitale ivoirienne», a-t-il

dénoncé M. Boukhari, affirmant toutefois qu'aucun pays africain ne soutient Rabat dans sa démarche, et même au niveau européen la question sahraouie est considérée comme dossier africain. Le délégué du Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, a rappelé, par la même occasion, l'échec des tentatives marocaines visant à écarter la délégation sahraouie lors de grands événements africains, dont le 4^e Sommet UA-Monde arabe, tenu novembre 2016 à Malabo (Guinée équatoriale), du 29^e Sommet de l'UA, en juillet à Addis Abeba (Ethiopie), ou plus récemment encore lors du Sommet UA-Japon tenu à Maputo (Mozambique).

«Cette victoire diplomatique dénote la force de l'organisation panafricaine à défendre l'Acte constitutif de l'UA notamment le principe du respect de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation», a-t-il soutenu.

L'UE et l'UA se sont accordées sur la relabellisation du prochain Sommet entre Européens et Africains, prévu fin novembre prochain «sommet UE-UA».

Renault

Un bloc 1.6 TCe 165 ch pour la Megane

Page animée par Ali Zidane

L'offre de moteurs de la Renault Mégane 4 est complétée avec le 1.6 essence 165 ch, couplé d'office à une boîte EDC. Dans la gamme Mégane, il y avait un trou entre le TCe 130 ch et la variante GT équipée d'un TCe 205 ch. Il est enfin bouché, avec l'arrivée du TCe 165 ch. Si Renault comble cette lacune, c'est qu'il doit y avoir une demande de la part

des clients et une preuve que le sans-plomb a la cote.

Le Losange précise que ce bloc est une version dégonflée du 1.6 litre 205 ch, mise au point par les ingénieurs de Renault Sport. Il délivre un couple maxi de 250 Nm à 2 500 tr/min. La boîte de vitesses double embrayage EDC à 7 rapports est livrée d'office. Renault annonce une vitesse maxi de 215 km/h et un 0 à 100 km/h réalisé en 8,2 secondes. Côté consommations, la Mégane TCe 165 ch est homo-

loguée avec 6 l/100 km en cycle mixte, une valeur «maîtrisée» selon le constructeur, grâce à «l'utilisation de la technologie de thermo-management qui permet un pilotage électrique du circuit d'eau et accélère la montée en température du moteur pour limiter sa consommation». Côté émissions de CO₂, c'est 134 g/km.

Sans surprise, ce bloc est couplé aux finitions haut de gamme : l'Intens et l'Akaju. Le break profite aussi du TCe 165 ch, avec la finition Intens. Pour rappel, depuis quelques



semaines, le dCi 165 ch est aussi proposé avec les finitions classiques, et n'est plus réservé à la GT.

Accord Great Wall-BMW

Aucun partenariat n'est prévu



Le constructeur automobile chinois Great Wall Motor a démenti vendredi les spéculations sur un éventuel accord avec BMW pour établir une coentreprise en Chine, tout en confirmant avoir entamé des discussions avec le groupe allemand. Le titre du groupe chinois, spécialiste des 4x4 urbains (SUV), s'était envolé mercredi de plus de 14% à la Bourse de Hong-Kong, avant d'être suspendu le lendemain dans l'attente d'un «communiqué de clarification» de l'entreprise. A l'origine de cet emballement : des informations faisant état d'un partenariat scellé avec BMW pour produire en Chine son modèle Mini – un enjeu crucial sur le premier marché automobile mondial. Le site chinois spécialisé «Meiri Qiche» citait même une zone économique spéciale dans le Jiangsu (est) comme le probable site de leur future usine. Dans un long communiqué vendredi, Great Wall Motor a farouchement démenti avoir conclu un quelconque accord en ce sens, mais a reconnu avoir engagé des discussions avec le constructeur allemand. Great Wall et BMW «ne se sont entendus à cette date sur aucun document juridique pour l'établissement d'une coentreprise en Chine», a insisté le groupe chi-

nois. Pour autant, les deux entreprises «se sont mises d'accord» en février dernier «pour discuter et évaluer la faisabilité d'une coopération sur les véhicules Mini». Ces discussions – une «pratique courante» dans le secteur automobile selon le groupe – en sont encore «au stade préliminaire» et soumises à des «incertitudes matérielles», prévient le communiqué. De même, BMW et Great Wall Motor discutent depuis avril 2016 d'une possible coopération pour «la recherche et le développement de véhicules à batterie électrique et à moteur traditionnel», indique le groupe chinois, sans autre précision. Great Wall s'était distingué en août dernier en affirmant avoir des vues sur Fiat-Chrysler (FCA), tandis que des informations lui prêtaient l'intention de racheter au groupe italo-américain sa marque Jeep. Le groupe chinois avait cependant rapidement douché l'euphorie du marché en publiant déjà un «communiqué de clarification» où il précisait qu'il n'avait pas encore «engagé de négociations» avec FCA ni même «Contacté ses dirigeants». Fondé en 1984, Great Wall s'est taillé une réputation dans les SUV (4x4 urbains), dont il est devenu le premier fabricant en Chine, et qui constituent le plus gros de sa production. Ces modèles sont très prisés des conducteurs chinois et Great Wall s'efforce de monter en gamme sur ce créneau.

En raison d'un problème d'airbag

Mercedes va rappeler plus d'un million de véhicules

L'agence de presse allemande dpa (Deutsche Presse-Agentur) a annoncé que Mercedes allait procéder dans les prochaines semaines à un rappel de plus d'un million de véhicules en raison d'un problème d'airbag. Le dysfonctionnement concerne un câble dans la colonne de transmission qui au final peut entraîner le déclenchement intempestif de l'airbag. D'après un porte-parole de



Mercedes-Benz

Mercedes, ce rappel porte sur des véhicules vendus entre novembre 2011 et juillet 2017. 400 000 voitures sont concer-

nées en Grande-Bretagne (des Classe A, B, C et E ainsi que des CLA, GLA et GLC), 495 000 aux Etats-Unis et plusieurs centaines d'autres en Allemagne.

La marque à l'étoile tient à préciser que ce problème n'est pas lié au scandale du fabricant japonais Takata qui a récemment rappelé quelque 100 millions d'airbags défectueux à travers le monde, dont près de 70 millions rien qu'aux Etats-Unis.

SAFAV/Mercedes Benz

10 200 véhicules produits en 3 ans

Le général Smail Krikrou, directeur de la société algérienne de développement de véhicules Mercedes Benz (SAFAV/MB) d'Ain Bouchekef a annoncé mercredi que depuis octobre 2014, quelque 10 200 véhicules sont sortis des chaînes de fabrication de l'usine de Tiaret. Intervenant à l'occasion de la cérémonie de livraison d'un nouveau lot de véhicules au profit du ministère de la Défense nationale et d'autres organismes, le responsable a indiqué que 40 % de cette production est composé de véhicules tout-terrain de Classe G et 60 % sont des véhicules de type Sprinter.

L'usine d'Ain Bouchekef a produit, depuis son inauguration, en octobre 2014, 40 types de véhicules répondant aux différentes fonctions. Ce nouveau lot de véhicules est destiné essentiellement aux différentes unités du MDN, à la Protection civile, à la DGSN, au Groupe Sonatrach, à des entreprises privées et des particuliers. Le directeur de la société a signalé l'ouverture d'une unité de distribution et de commercialisation à Tiaret relevant de la société algérienne de distribution et de commercialisation et services après-vente de la marque Mercedes Benz de Rouiba.

La mission de cette dernière est la promotion, la commercialisation des véhicules et des pièces de rechange tout en assurant le service après-vente.



D'autres unités seront créées au niveau de tout le territoire national", a-t-il ajouté. Le Général Krikrou a ajouté que les opérations d'assemblage et de montage des véhicules se font à 100 % au sein de l'usine et il est attendu de passer à l'étape suivante programmée dans le cadre de l'investissement pour assurer sur place les travaux de peinture puis la soudure.

Le directeur de la production de la société «Mercedes Benz» en Algérie, Zinedine Mostefaoui, a indiqué qu'un taux de 100 % du montage et d'assemblage du véhicule de Classe G tout terrain,

fabriqué à Tiaret, a été atteint en février 2016 et qu'il est attendu d'atteindre ce pourcentage pour la Sprinter en mars 2018. L'entrée en phase suivante de peinture et soudure est prévue en 2022 et 2024. S'agissant du développement de la production, le Général Krikrou a souligné la possibilité de produire 8.000 véhicules par an selon la demande sur ces véhicules. Concernant l'exportation, il a indiqué que la SAFAV/MB est en mesure d'exporter immédiatement ses produits mais la décision relève des propriétaires de la marque.

Audi Future A7 plus sportive



La future A7 reprendra bien des éléments à la toute nouvelle A8, y compris la bande lumineuse joignant les deux feux arrière. C'est d'ailleurs le concept Prologue qui a servi de source d'inspiration pour ce modèle.

Plus sportive que l'A8, l'A7 reprendra les motorisations de cette dernière. Il y a fort à parier qu'Audi opte exclusivement pour des groupes «légèrement»

hybrides, soit avec un double circuit électrique en 48 Volts qui permet de couper le moteur aussi souvent que possible. Certaines rumeurs annoncent par ailleurs la possible arrivée d'une version à hydrogène, baptisée «h-tron». Une RS7 sera bien sûr également au programme : elle reprendra le V8 biturbo de la Porsche Panamera Turbo et devrait délivrer aux alentours de 600 chevaux !



Irak

L'armée irakienne dans toutes les zones disputées, aux dépens des Kurdes

■ L'armée irakienne entend se déployer dans tout le pays après avoir repris en 48 heures quasiment toutes les zones dont les combattants kurdes s'étaient emparés progressivement depuis 2003, notamment dans la province pétrolière de Kirkouk.

Par Rosa C.

Ce cuisant revers infligé aux autorités du Kurdistan a encore exacerbé les tensions entre les deux grands partis traditionnels de la région autonome. Une réunion du Parlement local devant discuter de l'élection présidentielle et des législatives du 1er novembre a ainsi été reportée sine die.

«Il ne s'agit pas d'une opération militaire mais d'un redéploiement des forces dans toutes les régions afin d'y appliquer la loi. D'autres communiqués suivront», a affirmé hier à l'AFP le général Yehya Rassoul, porte-parole du Commandement conjoint des opérations (JOC).

Les forces armées irakiennes ont affirmé avoir atteint leurs objectifs dans la région de Kirkouk à l'issue d'une opération de 48 heures lancée dans des zones en dehors du Kurdistan autonome prises par les peshmergas (combattants kurdes) en 2014, lors du chaos né de l'offensive éclair des jihadistes du groupe État islamique (EI). «Le rétablissement de la sécurité dans des secteurs de Kirkouk a été achevé, dont Debes, al-Moultaka et les champs pétroliers de Kahbaz, Bay Hassan nord et sud», a indiqué le JOC dans un communiqué. En outre, «les forces ont été redéployées et ont repris le contrôle de Khanaqine et Jalaoula dans la



PH. > D. R.

province de Dyala ainsi qu'à Makhmour, Baachiqa, le barrage de Mossoul, Sinjar et d'autres zones de la plaine de Ninive», ajoute le JOC. Selon le journaliste de l'AFP, dans Kirkouk, il ne reste plus de peshmergas visibles dans la ville, il n'y a que les forces du gouvernement central.

Les «Kurdes ont quasiment perdu les 23 000 km² qu'ils avaient progressivement grignoté depuis 2003», souligne le géographe français Cyril Roussel. «Il ne leur reste plus que quelque 5 à 6 000 km² dans la province de Ninive et 520 km² à Altun Kupri sur la route Kirkouk-Erbil. C'est quasiment un retour aux limites

des trois provinces qui forment la région autonome du Kurdistan», a ajouté cet expert du Kurdistan irakien. «C'est un nouveau Anfal pour le Kurdistan», a déploré dans un communiqué le vice-président de la région kurde, Kosrat Rassoul, faisant allusion à une violente campagne lancée en 1987-88 par Saddam Hussein contre les Kurdes, dont près de 180 000 ont été tués et plus de 3 000 villages détruits. Depuis l'invasion américaine de 2003, les peshmergas s'étaient emparés progressivement de 23 000 km², sur les 37 000 km² revendiqués par le Kurdistan autonome. Cette large bande de plus de 1 000 km partant de la frontière

syrienne jusqu'à celle avec l'Irak passe par les provinces de Kirkouk, Ninive, Dyala, Salaheddine et la province kurde d'Erbil. «L'autorité du pouvoir central doit être rétablie partout en Irak, je dois être équitable avec tous les citoyens», affirmait mardi soir le Premier ministre, Haider al-Abadi. Le coup le plus dur pour les Kurdes a été la perte des champs pétroliers de Kirkouk, qui ruine leur espoir d'un État indépendant détaché de l'Irak. Jusqu'ici, près des trois quarts de la production pétrolière de Kirkouk étaient exportés par le Kurdistan, contre l'avis de Bagdad. Le ministre irakien du pétrole, Jabbar al-Louaibi, a demandé hier à la compagnie British Petroleum (BP) «de prendre au plus vite les mesures nécessaires pour développer les infrastructures pétrolières de Kirkouk». Le ministre avait signé un contrat de consultant avec BP en 2013 pour étudier les réserves et trouver les moyens de développer le champ de Baba Gargar, le plus vieux d'Irak – dont l'exploitation remonte à 1927 – et celui de Havana. Selon la compagnie publique irakienne, la North Oil Company (NOC), les techniciens sont revenus sur les champs de Bay Hassan et Havana, au nord-ouest de Kirkouk, afin de relancer la production.



Points chauds

Annulation

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump, au centre d'incessantes polémiques depuis sa prise de pouvoir en janvier dernier, fait aussi, semble-t-il, son possible pour défaire toutes les actions entreprises par son prédécesseur Barack Obama. Ainsi, après ses multiples tentatives, échouées pour le moment, de supprimer la Réforme de la santé mise en place par l'ex-président démocrate, Donald Trump tente d'annuler l'accord sur le nucléaire signé il y a moins de trois ans avec l'Iran, en refusant de certifier la bonne application des engagements et réclame de nouvelles sanctions contre Téhéran. Une attitude à laquelle le Guide suprême iranien Ali Khamenei a répondu cette semaine en dénonçant les «diatribes et sornettes» de Trump, dans sa première réaction aux récents propos du président américain contre l'Iran. «Je ne veux pas perdre mon temps à répondre aux diatribes et sornettes de la brute qu'est le président américain», a déclaré l'ayatollah Khamenei dans un discours devant des étudiants à Téhéran et publié sur son compte Telegram. Les États-Unis «sont en colère parce qu'aujourd'hui la République islamique d'Iran a contrarié leurs plans au Liban, en Syrie et en Irak», a-t-il avancé. Mais «que chacun se rassure : cette fois encore la nation iranienne va frapper l'Amérique au visage et la vaincre», a ajouté le Guide suprême. «Le président des États-Unis fait étalage de bêtise mais cela ne doit pas détourner notre attention des troubles que provoque l'Amérique», a-t-il encore dit. Dans une violente charge contre l'Iran, Trump a appelé vendredi dernier le Congrès américain à appliquer de nouvelles sanctions contre Téhéran. Il a menacé de retirer son pays de l'accord sur le nucléaire iranien signé en juillet 2015 à Vienne entre Téhéran et le groupe des Six (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie). Selon lui, l'Iran ne respecte pas les engagements qu'il a pris par cet accord. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organisme onusien chargé de vérifier que la République islamique est fidèle à sa parole en la matière, a pour sa part certifié à huit reprises que Téhéran était bien en règle. Le guide iranien a accueilli favorablement le front uni des Européens en faveur du maintien de l'accord nucléaire après le discours de Trump, mais il les a aussi exhortés à ne pas s'aligner sur Washington. Vendredi, le président français Emmanuel Macron a lié la poursuite de la bonne application de l'accord nucléaire à des discussions sur le «programme balistique iranien et les questions de sécurité régionale». «Vous demandez pourquoi l'Iran a des missiles, très bien. Mais pourquoi, vous, vous avez des missiles ?», a lancé Khamenei, «et pourquoi avez-vous des armes nucléaires ?». «Nous n'accepterons pas que les Européens se joignent aux manœuvres d'intimidation des États-Unis contre l'Iran», a-t-il ainsi prévenu. Reste à savoir si l'escalade dans ce dossier se poursuivra jusqu'à peut-être en revenir à la situation extrêmement volatile sous le mandat de Bush Jr. Les efforts menés pendant les deux mandats d'Obama auront ainsi été vains et n'auront été qu'une «parenthèse enchantée» dans les relations entre les USA et l'Iran.

F. M.

Allemagne

Merkel affaiblie se met en quête de gouvernement

Angela Merkel a entamé hier les négociations pour tenter de former son quatrième gouvernement en Allemagne. Mais cette fois-ci, la chancelière les aborde affaiblie par des élections décevantes et les gouffres idéologiques séparant ses partenaires potentiels.

Les partis CDU et CSU, sa famille politique conservatrice, ont débuté des «entretiens préliminaires» en milieu de journée avec les libéraux du FDP. Les Verts suivront à partir de 14h30 GMT. Vendredi, ils se retrouveront tous à la même table. Ces deux premiers rounds visent avant tout à prendre la température et à établir les ordres du jour, les négociations sur le contenu devant durer au moins jusqu'à la fin de l'année.

Arithmétiquement, seul cet attelage à quatre, contre-nature sur le papier, est possible pour former une coalition majoritaire à la chambre des députés suite à la décision des sociaux-démocrates de rejoindre les bancs de l'opposition.

L'une des figures des Verts, Katrin Göring-Eckardt, a appelé au respect mutuel même en cas

de différences de point de vue, y voyant même «une condition préalable» pour des «discussions sérieuses». Mais l'indéboulonnable dirigeante allemande semble face à une équation impossible depuis les législatives du 24 septembre qu'elle a remportées avec le plus faible score pour son camp depuis 1949. Si elle veut son quatrième mandat de chancelière, M^{me} Merkel n'a d'autre choix que de faire cohabiter des centristes à son image, des conservateurs qui veulent mettre la barre encore plus à droite comme les Bavarois de la CSU, des Verts divisés ainsi que des libéraux très exigeants.

Filant la métaphore à propos de cet attelage «Jamaïque» en référence aux couleurs des partis identiques à celles du drapeau de cette île des Caraïbes, un responsable de la CSU, Alexander Dobrindt, a reconnu qu'il y avait souvent des tempêtes dans ce coin du globe.

Les sujets de frictions sont nombreux. De l'immigration à la réforme de l'Union européenne, de la transition énergétique à la fiscalité, aucun sujet ou presque

ne semble unir ces formations. Pour ne rien arranger, dimanche le parti de M^{me} Merkel a perdu une élection régionale en Basse-Saxe qui deux mois plus tôt lui semblait promise. Cet échec apporte de l'eau au moulin de la droite de la CDU et surtout de la CSU qui cherchent à regagner les voix parties à l'AfD, une formation d'extrême droite qui fait une entrée fracassante au Bundestag.

Malgré tout, la chancelière a assuré lundi aller «très confiante à ces pourparlers» et a affirmé ne pas être en position de «faiblesse». Elle a néanmoins reconnu que les pourparlers préliminaires allaient probablement durer «des semaines». Et ce n'est qu'en cas de succès que commenceront des négociations sur la composition gouvernementale et sur son programme précis. Dès lors, au mieux, l'Allemagne aura son nouveau gouvernement pour Noël. Au pire, en cas d'échec, des élections anticipées seront convoquées, ce qui serait une première pour ce pays où la culture du compromis a toujours régné depuis 1945.



Journées maghrébines du théâtre amateur à Koléa (Tipasa)

La Tunisie et le Maroc au rendez-vous

■ La nouvelle édition des Journées maghrébines du théâtre amateur, prévue pour aujourd'hui à Koléa (Tipasa), sera marquée par la participation, pour la première fois, de deux pays du Maghreb aux côtés de troupes algériennes, a-t-on appris auprès de l'association du mouvement du théâtre de Koléa. Il s'agit de deux associations venues de Tunisie et du Maroc.



Par Abla Selles

La vingt-deuxième édition des Journées maghrébines du théâtre amateur débutent aujourd'hui à Koléa (Tipasa). La nouvelle édition de cet évènement

sera marquée par la participation de deux pays maghrébins. Il s'agit, en l'occurrence, des troupes de l'Association de recherche théâtrale Tabelbala de Tunisie et de Anfas Athakafa ouel Fane du Maroc, qui prendront, pour la première fois, part à ces

journées théâtrales, devant se poursuivre jusqu'à dimanche prochain, a indiqué à l'APS le commissaire de la manifestation, Yazid Houati.

Il a ajouté que cette participation est le résultat de la décision prise par l'Association du mou-

vement du théâtre de Koléa d'ouvrir la manifestation à d'autres pays voisins, dans l'attente de l'élargir, à l'avenir, à des pays arabes et du bassin méditerranéen, exprimant le souhait de son association de voir le ministère de la Culture promouvoir ces journées en un festival.

Outre les troupes théâtrales de Tipasa, la manifestation, qui sera abritée par la maison de la Culture Ahmed-Aroua et la salle des spectacles de Koléa, verra également la participation des wilayas d'Oran, Médéa et de Bliida, aux côtés de la troupe du Théâtre national algérien, est-il signalé. A titre indicatif, M. Houati a fait savoir que la troupe de Koléa présentera, à l'occasion, la pièce «*Amouate Ala keid Alhayate*» (Les morts vivants), de son réalisateur Youcef Taouinte, au moment où le Théâtre national algérien présentera les pièces «*Safia*» et «*107*» de l'association Akouass El Maouahib.

De nombreux prix récompenseront, au titre de ces Journées théâtrales, la meilleure représentation théâtrale, les meilleurs comédiens et comédiennes, le

meilleur texte et la meilleure mise en scène.

La clôture de cet événement artistique verra la mise à l'honneur de nombreuses figures (techniciens, artistes et dramaturges) ayant fait la gloire du mouvement théâtral de Koléa, à l'instar du défunt Achour Yazid, Amine Tikerbous, Mhend Djilali et Zobeir Kara, a informé M. Houati.

A. S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Mohammed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 19 octobre :

Exposition «Les couleurs tourmentées» de l'artiste peintre Abdelhalim Kebieche.

Galerie de la Fondation Ahmed- et-Rabah Asselah (Alger-Centre)

Jusqu'au 28 octobre :

Exposition de peinture de l'artiste Katia Chhailal.

Musée national public d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 29 octobre :

Exposition «Paysages et portraits dans la collection du Musée».

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Jeudi 19 octobre à 18h :

Conférence «Pourquoi le Maghreb est essentiel pour la France» par Hakim El Karoui, normalien, agrégé de géographie. Entrée sur carte d'accès. Réservation des places à l'adresse : rencontreavechakimelkaroui2017.alger@if-algerie.com

Basilique Notre-Dame-d'Afrique (Bologhine, Alger)

Samedi 4 novembre à 19h30 :

Chant lyrique «Prières et invocations» avec la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li. Entrée sur carte d'accès. Réservation des places à l'adresse : chantlyriqueprieresetinvocations4nov2017.alger@if-algerie.com

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)

Jusqu'au 18 octobre à partir de 18h30 :

9^e édition du Festival international de musique symphonique. Invité d'honneur : Italie.

Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran

Jeudi 19 octobre à 19h :

Spectacle «Errances» de Lila Borsali.

Galerie Seen Art (156

Lotissement El-Bina, Dély-Brahim, Alger)

Jusqu'au 22 octobre :

Exposition de peinture «Ecllosion» de l'artiste Hasna Naouel Khatir.

Festival international de musique symphonique

Le chant lyrique d'opéra à l'honneur à Alger

Deux trios lyriques mexicain et allemand japonais, un quatuor japonais et un ensemble sud-africain ont animé, mardi à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, la quatrième soirée du 9^e Festival international de musique symphonique, mettant en avant le chant lyrique d'opéra et la musique de chambre. Accompagnés par le pianiste Juan Pablo Horcasitas, la mezzo-soprano Carla Lopez-Speziale et le chanteur lyrique Mauricio Trejo, ont revisité des classiques de l'opéra européen et des œuvres de la musique latino-américaine.

En solo ou en duo, les deux chanteurs lyriques ont remis au goût du jour de célèbres œuvres, entre autres, du compositeur italien Gioachino Rossini (Cruda Sorte) et «*C'est toi, c'est moi*» du Français Georges Bizet, compositeur de «*Carmen*», opéra comique très connu dans le monde.

Le trio mexicain a également gratifié le public de l'Opéra d'Alger de chants lyriques comme «*L'invitation au voyage*» du compositeur français Henri Duparc et «*Amor*» du pia-

niste américain William Bolcolm.

D'autres chansons tirées de la musique mexicaine dont «*Granada*» de Agustin Lara et «*Intima*» de Tata Nacho ont été également interprétées lors de cette soirée qui a drainé un public nombreux.

En deuxième partie de cette soirée, le quatuor japonais a gratifié le public d'œuvres symphoniques puisés dans l'opéra classique et du patrimoine musical nippon, notamment «*Song of the birds*», du compositeur japonais Akira Nishimura et «*Bassoon Sonata*» du pianiste français Camille Saint-Saëns.

Composé du pianiste Toshiki Usui, des violonistes Akinobu Yoda et Kohhei Sakaguchi, la chanteuse lyrique Fujiko Hirai, le quatuor a offert une «*parade*» musicale à travers des morceaux exécutés en solo.

Le trio allemand «*Vivi Vassileva*» du nom de la percussionniste de cet ensemble dont fait partie le guitariste Lucas Campara Diniz et la pianiste Carina Madisius a, à son tour, revisité des œuvres du chef d'orchestre et percussionniste français Thierry Deleruyelle,

du compositeur argentin Astor Piazzola et du Danois Anders Koppel.

En dernière partie de cette soirée, un ensemble sud-africain composé, outre le chanteur lyrique Mzoxolo Stokwe, de violoncelliste, violonistes et d'un pianiste, ont enchanté le public d'une de chansons traditionnelles accompagnées de «*pas de danse*» très envoiées. Outre l'Algérie, treize pays dont la Syrie, l'Afrique du Sud, la Russie, le Japon et le Mexique participent à ce festival, organisé sous l'égide du ministère de la Culture en collaboration avec l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) et l'Opéra d'Alger.

Le 9^e Festival international de musique symphonique s'est poursuivi hier mercredi à l'Opéra d'Alger, avec au programme de la soirée de clôture le «*Trio Fortuny*» d'Espagne, une chorale de chambre de Syrie, et l'Ensemble de chambre «Les solistes de Saint-Petersbourg» de Russie.

M. K.

Bibliothèque centrale de M'sila

Distribution de 13 000 livres aux annexes

Un lot composé de 13 000 livres a été distribué, mardi, au profit des annexes de la bibliothèque centrale de M'sila, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'immigration coïncidant avec le 17 octobre de chaque année, a-t-on constaté.

Dix-neuf annexes relevant de la bibliothèque centrale de M'sila, réparties à travers 13 communes de la wilaya ont

bénéficié de cette opération, a précisé le directeur de la culture de la wilaya, Rabah Drif, au cours d'une cérémonie qui a eu lieu au siège de la bibliothèque centrale de M'sila. Cette initiative vise, selon M. Drif, à encourager la lecture, notamment en milieu rural, renforcer le lien entre la bibliothèque et le lecteur, et animer la scène culturelle dans les communes de la wilaya. D'autres opérations versant dans le

même sens seront concrétisées au cours des prochains jours, a ajouté M. Drif, indiquant que les élus des Assemblées populaires communales (APC) sont appelés à adhérer à cette opération vu son rôle dans la vie culturelle des citoyens des communes visées par cette initiative.

Les bibliothèques construites, non exploitées à ce jour, seront ouvertes au cours des prochains mois en application de la déci-

sion du wali de M'sila, Hadj Mokdad, a-t-on expliqué.

La wilaya de M'sila, rappelle-t-on, dispose actuellement d'une cinquantaine de bibliothèques réparties sur les 47 communes de la wilaya, alors qu'en l'an 2000 il n'y en avait aucune, y compris dans le chef-lieu de wilaya qui était, à cette époque, dépourvu d'une structure pour la lecture.

L. B.



Coup-franc direct

Après moi le déluge !

Par Mahfoud M.

Le président du CRB, Mohamed Bouhafs, est un vrai phénomène et un personnage à part avec sa mentalité de «jusqu'au-boutiste», alors qu'il est décrié de toute part. Toute le monde veut sa peau, des joueurs aux supporters, et même les anciens dirigeants qui souhaitent le destituer pour reprendre l'équipe. Il n'a pas réussi à apporter des solutions à la grave crise financière que vit le club qui n'a pas réussi à régulariser des joueurs qui attendent leurs salaires depuis un long temps. Malgré la gronde qui sévit au club et les multiples mouvements de grève entamés par les joueurs, celui-ci n'a pas trouvé mieux que de défier tout le monde. Il a déclaré qu'il ne quittera le Chabab qu'après avoir remporté une Coupe d'Afrique, alors que ce dernier vit une des plus difficiles situations depuis sa création. Jamais les joueurs n'ont défié un président comme les coéquipiers de Naâmani ne l'ont fait cette année. Cela veut tout simplement dire que la confiance n'est plus de mise entre les deux parties et que ce dernier n'a plus l'aura qu'un président devrait avoir. Il devrait partir, mais au lieu de cela il défie tout le monde et avoue qu'il restera à jamais au club, car sa déclaration n'a aucun sens sachant que pour remporter la Coupe d'Afrique il faudra d'abord payer ses joueurs pour les motiver à se donner à fond. En fait, il se dit qu'après lui c'est le déluge et seuls ses intérêts comptent pour lui.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (7^e journée)

Le CS Constantine revient de très loin

LE CS CONSTANTINE a consolidé sa première place au classement de la Ligue 1 Mobilis en battant l'ES Sétif (2-1) sur le fil mardi soir, dans le match au sommet de la 7^e journée, et marqué par plusieurs rebondissements, ayant été finalement favorables aux Sanafir. Les choses avaient très mal démarré pour l'équipe locale, en concédant l'ouverture du score par l'infortuné Benayada qui a marqué contre son propre camp à la 54^e minute, alors qu'il cherchait à intercepter un centre à ras de terre, venu de l'aile droite. L'Aigle noir semblait se diriger droit vers une précieuse victoire en déplacement, qui l'aurait propulsé seul en tête du classement, mais la fin de match a connu un incroyable retournement de situation, puisque le CSC a non seulement réussi à égaliser par Abid à la 89^e minute, mais a prendre l'avantage au score, moins de deux minutes plus tard, par l'intermédiaire d'Aroussi (2-1). Un retour de loin donc pour le leader, qui conforte sa première place avec 16 points, au moment où l'Entente reste scotchée à la troisième place, qu'elle partage avec le MC Oran, ex aequo avec 12 unités. Un peu plus tôt dans l'après-midi, c'est la JS Kabylie qui avait réussi une bonne affaire, en battant l'USM El Harrach (2-1), grâce à Soppokedi (30^e) et Benaldjia (46^e), alors que Banouh avait ouvert le score pour les visiteurs à la 22^e minute. Un match qui cependant aurait pu connaître une toute autre issue si Banouh avait réussi à transformer le penalty qu'il a été chargé d'exécuter à l'heure de jeu. Un ratage qui fait le bonheur du nouvel entraîneur de la JSK, Jean-Yves Chay, car non seulement il réussit sa première à domicile, mais voit les canaris se hisser à la 5^e place, avec 11 points, au moment où l'USM El Harrach reste lanterne rouge,

avec un seul point au compteur, mais avec un match en moins. Même cas de figure pour l'USM Blida, qui continue à souffrir dans le bas du classement avant-dernière (2 pts) alors que les choses avaient relativement bien commencé pour elle lors de cette 7^e journée, car elle a commencé par mener au score devant l'USM Bel-Abbès, avant de concéder finalement le nul (2-2). Aïssa El Bey était en effet le premier à trouver le chemin des filets dans ce match, mais les visiteurs ont réussi à renverser la vapeur, par Zouari (53^e), puis par Belahouel (66^e), et ce n'est qu'à la 71^e que les Blidéens ont réussi à égaliser, par l'intermédiaire de Frioui, alors que l'équipe adverse était réduite à dix, après l'expulsion de son meneur de jeu Tabti. De son côté, l'ancien leader Chabab de Belouizdad a conservé son invincibilité en ramenant un bon résultat nul de chez l'Olympique de Médéa (1-1), au moment où le choc MC Oran - MC Alger s'est soldé par un nul vierge (0-0). A Médéa, Aribi avait ouvert le score pour le Chabab et c'est Mesfar qui a égalisé pour les Olympiens à l'heure de jeu. Lundi, en ouverture de cette 7^e journée, c'est la Paradou AC qui avait réussi la meilleure affaire en se hissant à la 5^e place du classement général, avec 11 points après sa courte victoire face au DRB Tadjenant (1-0), grâce au buteur-maison, Zakaria Naidji, à l'heure de jeu. Cette journée est amputée du match USM Alger - US Biskra, reporté à une date ultérieure en raison de l'engagement des Algérois en demi-finale (retour) de la Ligue des champions africaine, prévue samedi prochain en déplacement chez le WA Casablanca (Maroc).

Equipe nationale

L'heure de vérité pour Madjer

■ Le probable sélectionneur national, Rabah Madjer, devrait tenir, aujourd'hui, une conférence de presse en compagnie de son staff pour apporter les éclaircissements quant à sa désignation à la tête de la sélection nationale qui a créé une véritable levée de boucliers de la part des fans des Verts, mais aussi de certains experts et autres acteurs de la balle ronde nationale qui estiment qu'il n'est pas fait pour l'équipe nationale et ce, pour plusieurs raisons.

Par Mahfoud M.

Il est estimé que Madjer ne peut pas prendre l'EN, lui qui a été loin des terrains pour une période de 15 ans, et qu'il n'a aussi pas les diplômes requis pour travailler dans un club de Ligue 1. Que dire alors de la sélection nationale qui demande une grande connaissance de la chose footballistique sur le plan technique bien sûr, étant donné que Madjer fait l'unanimité autour de lui quant à son passé de grand joueur et de porte-drapeau du pays au niveau international, grâce à ses fabuleux succès avec le FC



Madjer compte apporter sa riposte

Porto et son parcours irrécusable en sélection en tant que joueur. Toutefois, ce n'est pas le cas pour le poste de sélectionneur et cela même lui le sait, bien qu'il mette cela sur le dos de l'ancien patron

de la FAF, Raouraoua, qui aurait, selon lui, tout fait pour le saboter et le mettre hors circuit. C'est pour cela qu'il a refusé d'entraîner un club local vu qu'il pense qu'il ne sert à rien de travailler dans un cham-

pionnat que gère une FAF incompétente. Par ailleurs, d'aucuns se demandent comment l'ancienne star des Verts avait réussi à fédérer deux techniciens qui ont fait leurs preuves sur le terrain, contrairement à lui, et qui travailleront sous ses ordres. En effet, Meziane Ighil et Djamel Menad ont un capital-expérience plus important que le sien, mais il n'empêche qu'ils travailleront sous sa coupe et cela personne n'a réussi à le déchiffrer. La FAF et son président Zetchi sont aussi attendus pour s'expliquer sur ces désignations.

M. M.

Ligue I Mobilis (8^e journée)/Match avancé USMH-USMB, entre mal classés

Un seul match avancé pour le compte de la 8^e journée est programmé pour ce vendredi. Il est considéré comme un derby du centre opposant l'USM El Harrach à l'USM Blida. Ce match sera un match entre mal-classés, étant donné que les deux formations se trouvent dans une situation quelque peu critique. Elles occupent les dernières places avec deux points pour l'USMB et un seul point pour les Harrachis. Les deux clubs souhaitent tous deux sortir de cette situation difficile et savent qu'ils doivent pour cela réussir un bon résultat dans cette confrontation directe. Battue à Tizi-Ouzou par la JS

Kabylie, l'USM El Harrach n'aura d'autre choix que de l'emporter à domicile pour se sortir de cette situation qui inquiète vraiment ses fans. Les coéquipiers de Khelili savent ce qui les attend et sont conscients du fait qu'ils sont dos au mur et pour cela ils tenteront de se donner à fond pour réussir un nouveau départ. Ils ont besoin d'un succès pour se libérer psychologiquement et c'est pour cette raison qu'ils se donneront à fond pour tenter de prendre le dessus sur leur vis-à-vis blidéen même s'ils savent que ce ne sera pas facile, d'autant plus que les visiteurs se rendront à Alger avec la ferme inten-

tion de réussir ce court déplacement. Prise au piège du match nul dans son antre du stade Brakni de Blida, l'USMB aura à cœur de revenir au moins avec le point du nul pour s'en sortir et tenter de se rebiffer et quitter la zone rouge. Les poulains de Zane savent que ce ne sera pas évident d'autant plus qu'ils ont à faire, tout comme eux, à une équipe qui est à la recherche d'un premier succès en championnat mais ils croient quand même à la possibilité de revenir avec un point qui pourrait transcender pour la suite du parcours.

Moncef F.

Ligue II Mobilis (7^e journée)

Le leader pour un autre exploit

Le leader de la Ligue II Mobilis, le MO Béjaïa, tentera un autre exploit pour le compte de la 7^e journée du championnat en affrontant le WA Tlemcen chez lui. Les gars de la Vallée de la Soummam qui sont sur une belle lancée et dominent les débats en ce début de saison, souhaitent revenir avec les trois points de la victoire de ce déplacement à la capitale des Zianides. Les poulains de Mustapha Biskri savent quand même que ce ne sera pas vraiment facile devant une équipe qui se cherche toujours et qui souhaite faire le plein à domicile. De son côté, l'ASM Ain M'Ilia qui avait enregistré sa première défaite à Chlef se doit de se rattraper en accueillant à domicile

le CA Batna dans un derby de l'Est qui s'annonce très disputé. Les Millis sont intraitables à domicile depuis le début de la saison, mais n'empêche qu'ils doivent faire très attention à cette formation de la ville des Aurès. L'ASO Chlef qui est relancée dans la course à l'accession en Ligue I, se déplace à Alger pour croiser le fer avec le RC Kouba, dans un match qui s'annonce équilibré. Les Koubéens qui sont dans une situation difficile se donneront à fond pour tenter de s'en sortir, mais les Lions de Chlef ne sont pas faciles à manier. Une rencontre se démarque parmi ces empoignades qui se joueront ce week-end, à savoir, celle qui opposera la JSM Béjaïa à la JSM Skikda.

Les Bougiotes qui effectuent un début très difficile souhaitent s'en sortir et se relancer dans cette course à la montée, mais ils auront en face un concurrent très solide qui avait débuté en trombe et qui compte bien continuer sur cette lancée en enregistrant un autre résultat probant.

Raouf F.

Le programme :
Vendredi 20 octobre 2017 à 16h :
 ASAM- CAB (15h)
 RCK-ASO (15h30)
 CRBAF-MCS
 RCR-ASMO
 WAT-MBO
 GCM-MCEE
 CABBA-ABS
 JSMB-JSMS

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Arboviroses

Les citoyens conviés à s'impliquer dans la lutte contre le moustique tigre

LES ALGÉRIENS sont conviés à s'impliquer dans la lutte contre la prolifération du moustique tigre, présent en Algérie depuis 2010 et signalé depuis quelques mois dans divers quartiers de la capitale notamment depuis 2016, et ce, à travers l'élimination des foyers dans lesquels ils pullulent, ont plaidé mercredi à Alger, des spécialistes de la santé.

«C'est un phénomène que nous suivons de près et que nous prenons en charge», a déclaré le directeur général de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le Professeur Fourar Djamel, lors d'une rencontre consacrée à la présence du moustique tigre en Algérie.

«Depuis le signalement en 2016 de la présence du moustique tigre dans plusieurs quartiers de la capitale, le comité national des arboviroses s'est mis en état d'alerte pour suivre l'évolution de la situation», a-t-il ajouté, informant de la tenue, mardi, d'une réunion de ce comité inhérente à cette question.

Le même responsable a insisté sur la «nécessité» pour les citoyens de «s'impliquer» dans la lutte contre la prolifération du moustique tigre, à l'origine de plusieurs désagréments, depuis son apparition dans notre pays. «Il s'agit, a-t-il expliqué, d'éradiquer les gîtes et foyers servant à l'éclosion des œufs de cet insecte», précisant que ces insectes choisissent de se reproduire dans une eau propre, un lieu ombragé, une végétation et tous types de contenants, y compris des pots de yaourt. «Il est, en outre, reconnaissable pour avoir une préférence à piquer les humains au niveau des chevilles et ce, durant toutes les heures de la journée, mais essentiellement au crépuscule et à l'aurore».

Face à l'inquiétude qui a gagné la population depuis l'apparition de cette espèce d'insectes, le spécialiste tient à rassurer que les piqûres de celle-ci ne nécessitent pas plus que des pommades et autres applications pouvant atténuer les réactions allergiques, mais recommande toutefois de «consulter si elles occasionnent d'autres symptômes comme les états fébriles».

Allant dans ce sens, le directeur général de l'Institut national de santé publique (INSP), le P' Zoubir Harrat, a relevé, en premier lieu, que cet

insecte est un des plus invasifs et a colonisé le monde entier alors que sa nuisance réside en ce qu'il est un vecteur de transmission de 26 virus, dont dengue, chikungunya et zika (arboviroses).

Il a fait savoir que les citoyens peuvent le différencier des autres à travers les caractéristiques de sa couleur (noire avec tâches blanches), sa taille ne dépassant pas les 2 ou 3 millimètres et par son incapacité à voler haut, révélant que sa première introduction en Algérie a été signalée dans la wilaya de Tizi-Ouzou, suivie d'une autre en 2015 dans l'Oranie.

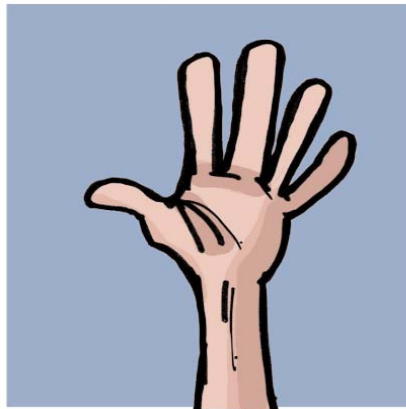
«Nous avions pensé qu'au départ, il s'agissait d'une densité faible mais au bout d'une année de présence, l'espèce s'est bien implantée», a-t-il ajouté avant de citer les quartiers algérois dont les habitants se sont plaints, depuis 2016, de cette intrusion désagréable dans leur vécu, en raison des désagréments occasionnés par les piqûres et de la panique due à cette présence inhabituelle.

Pour sa part, la directrice générale de l'entreprise Hurbal de lutte anti-vectorielle, Lynda Cheballah, a estimé d'autant plus essentielle la contribution citoyenne face à cette situation qu'il est impossible d'éliminer totalement le moustique, celui-ci «vivant avec l'humain», appelant les citoyens à «vider» de leur eau les ustensiles pouvant servir de foyers pour la production du moustique tigre.

Kheil Y.

LA LIBYE AUJOURD'HUI

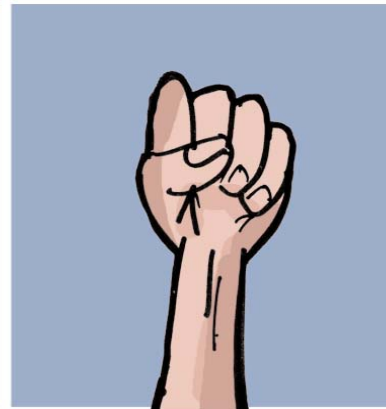
APRÈS



AU SECOURS!

LOWIS

AVANT



RÉVOLUTION

Djalou@hotmail.com

Tamanrasset

Un dangereux terroriste recherché se rend aux autorités militaires

■ Un dangereux terroriste recherché s'est rendu mercredi aux autorités militaires au niveau de la 6^e Région militaire à Tamanrasset, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et trois chargeurs garnis de munitions, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Kamel L

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la poursuite des efforts fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, le dangereux terroriste recherché,

dénoté A. Aghali, s'est rendu, le 18 octobre 2017, aux autorités militaires à la 6^e Région militaire à Tamanrasset, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et trois chargeurs garnis de munitions», note le communiqué.

Tiaret : Arrestation de deux éléments de soutien aux groupes terroristes

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mardi à Tiaret par un détachement de l'Armée nationale populaire, tandis qu'un autre détachement a découvert et détruit une bombe de confection artisanale à Béjaïa, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'ANP a arrêté, le 17 octobre 2017, deux éléments de soutien aux groupes terroristes à Tiaret/2^e RM, tandis qu'un autre détachement a découvert et détruit une bombe de confection artisanale à Béjaïa», note le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont appréhendé à Tamanrasset, In Guezam et Bordj Badji Mokhtar, 26 contrebandiers et saisi 2,7 tonnes de denrées alimentaires, 1 200 litres de carburant, 2 véhicules et divers outils d'arpillage».

O. N.

K. L.

M'daourouch

Arrestation du receveur du bureau de poste soupçonné d'avoir détourné 180 millions de DA

LE RECEVEUR du bureau de poste de la daïra de M'daourouch (wilaya de Souk Ahras), soupçonné d'avoir détourné plus de 180 millions de DA, a été arrêté par les éléments de la sûreté de cette daïra, a indiqué mercredi le chargé de communication à la sûreté de wilaya. Selon la même source, les poli-

ciers ont procédé à son arrestation après avoir reçu des informations relatives à un trou financier de 183 millions de DA au niveau de ce bureau de poste, occasionné par le prévenu qui a fermé le bureau et a tenté de se dérober à une commission d'enquête. Après intensification des recherches, le mis en cause, âgé

de 56 ans, a été arrêté au centre de transit de Haddada par des policiers, est-il précisé. Le prévenu a été reconduit au siège de la sûreté de daïra de M'daourouch pour les procédures d'enquête d'usage pour déterminer les dessous de cette affaire avant de le présenter à la justice, est-il indiqué.

Télécommunications

Le réseau 4G de l'opérateur Mobilis couvre 22 wilayas

L'OPÉRATEUR public Mobilis couvre actuellement 22 wilayas du pays par le service de téléphonie de 4^e génération (4G), a affirmé à Sétif, le président-directeur général de Mobilis, Ahmed Choudar, qui a annoncé deux nouvelles offres commerciales prochainement. S'exprimant mardi soir en marge

de la cérémonie de lancement de la 4G dans huit wilayas, ce responsable a indiqué que l'opérateur de téléphonie Mobilis est lié par des partenariats avec les plus importantes entreprises mondiales activant dans ce domaine. Ces partenariats portent sur la formation et le transfert de technologies permettant

de maîtriser les équipements, et le matériel numérique, a-t-il ajouté, révélant que le volume des investissements de Mobilis devrait se situer, avant la fin de l'année 2017, entre 290 millions et 300 millions de dollars.

O. N.